

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1170 du 28 septembre 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1170

**EDITORIAL** : Couple franco-allemand ou famille européenne ? pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Qui remboursera la dette publique Française ? pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Clic-claque pour Séphora p. 4  
- Le tiers payant pour tous : enfin l'égalité devant la maladie ! p. 5 - Pourquoi l'économie américaine a du mal à sortir de la crise p. 5

**DEMANDEZ LE PROGRAMME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Couple franco-allemand ou famille européenne ?

Je me dois évidemment de commenter les résultats des élections allemandes, qui apportent à la fois des certitudes et font naître des interrogations.

La première certitude c'est que la victoire d'Angela Merkel est celle d'un gouvernement réformateur dans une Allemagne profondément transformée. Ce qui prouve déjà que la réforme ne fait pas fuir les électeurs, bien au contraire elle les satisfait. L'échec de la droite française en 2012 est dû au sentiment qu'elle n'avait rien fait d'important, en dépit de ses promesses et de ses annonces de rupture.

Une étude scientifique publiée il y a huit ans par l'économiste Alberto Alesina (Harvard) a pu établir que 85% des gouvernements réformateurs ont été recon-

duits par les électeurs. Pour gagner des élections, réformez.

En Allemagne, Angela Merkel a poursuivi dans la voie des réformes, ouverte depuis bien longtemps, notamment avec le chancelier (socialiste) Gerhard Schröder. Cette voie est faite essentiellement de réduction drastique du secteur public. En Allemagne, il y a 50 fonctionnaires pour 1.000 habitants et 90 en France. Les postes, les chemins de fer, les musées, les hôpitaux, etc. ont été privatisés. Si l'on doit poursuivre la comparaison avec la France, il n'y a pas d'ISF en Allemagne, l'impôt sur les sociétés, actuellement de 26%, sera de 15% en 2015 (il est de 33% en France et pas près de baisser). >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Couple franco-allemand ou famille européenne ? (suite)

Depuis les lois Hartz, il y a une grande flexibilité du marché du travail, dans l'embauche comme dans le licenciement, pas de SMIC, un chômage partiel par contrat, des négociations collectives réduites à leur plus simple expression, et les contrats individuels ou au niveau de l'entreprise n'y sont pas nécessairement soumis. Enfin, des syndicats puissants sont « réformateurs », alors que les nôtres, non représentatifs, sont « révolutionnaires » ; les salariés allemands aiment leurs entreprises et leurs patrons.

La deuxième certitude est que rien n'a échappé à l'esprit réformateur des Allemands. Le meilleur exemple est celui de la protection sociale. L'assurance maladie est entre les mains d'une grande quantité de caisses, tant privées (13%) que publiques. Elles se livrent une concurrence ardente et les coûts ont diminué de 3% depuis deux ans. Les hôpitaux déficitaires ont été restructurés, voire fermés ou remplacés par des hôpitaux privés. Du côté des retraites, la réforme Riester a introduit le principe d'un système « notionnel », proche de la capitalisation. L'Etat incite (fiscalement) les salariés à constituer des comptes d'épargne retraite par capitalisation.

Ces quelques données confirment bien que les chemins de la France et de l'Allemagne ne sont pas parallèles. Vous vous en doutez, mais donnez aux incrédules autour de vous les arguments nécessaires pour mesurer et expliquer l'écart. Bref, globalement, l'Allemagne n'a pas joué la carte de la redistribution, ni celle de la relance par les dépenses publiques – ce qui est en revanche le fonds de com-

merce exploité par tous les gouvernants français.

Le succès d'Angela Merkel fait cependant naître deux interrogations, sur la coalition qu'elle devra accepter, sur la position allemande sur l'Europe, les deux étant liées.

Au moment où j'écris ces lignes, je ne crois pas que l'allié « naturel » de la CDU-CSU, à savoir le parti libéral FDP, puisse avoir assez de votes pour assurer une majorité à la Chancellerie. Nulle autre alliance ne semble plausible autre que la « grande coalition », c'est-à-dire entre les chrétiens démocrates et les socialistes. C'est impensable en France, puisque nos socialistes en sont restés à la lutte des classes, à la chasse aux riches, et au sectarisme moral. Toutefois les socialistes voudront marquer leur différence, notamment sur quelques points sociaux (ils veulent établir un SMIC et choyer les syndicats) et sur la politique économique, qu'ils veulent davantage protectionniste. Veulent-ils changer l'Europe et l'euro ?

*“ La France gouvernant  
l'Europe par Allemagne  
interposée ”*

Ce qui m'inquiète dans les commentaires que j'ai lus ces derniers jours, c'est l'insistance avec laquelle les Français croient au renforcement du couple franco-allemand : la Chancellerie au bras de François Hollande après avoir été l'égérie de Nicolas Sarkozy. Une Europe dirigée par ce couple : de quoi remettre à leur place les Anglais, Scandinaves, Bataves et autres nationalistes.

C'est un nouveau rêve de grandeur : la France gouvernant par Allemagne interposée. D'autres commentateurs envisagent l'inverse : la France totalement soumise à l'Allemagne, réduisant ses déficits et remboursant sa dette, et acceptant une concurrence tant au sein de l'Europe qu'avec le reste du monde, abandonnant ses amis grecs et autres cigales européennes. Est-ce plausible ? Je ne crois donc pas au « couple ».

En revanche, je crois que la victoire d'Angela Merkel présage d'une nouvelle poussée vers une Europe ouverte. Les Allemands, dans leur immense majorité, socialistes compris, croient à l'Europe parce qu'elle représente à leurs yeux un espace de liberté, de circulation, de civilisation. Ils ont payé un lourd tribut au nationalisme et au communisme. Sauront-ils convertir à leur foi européenne et libérale les gens qui appellent de leur vœux soit une Europe protectionniste et dirigiste, soit une Europe explosée : tantôt un Etat Européen, tantôt des Etats nationaux souverains ? Mais toujours l'Etat...

*“ Un Etat Européen, des  
Etats souverains ?  
Toujours l'Etat ! ”*

Aujourd'hui la famille européenne a plus que jamais besoin de se retrouver autour d'un patrimoine culturel commun et de réformes libérales diverses. Puisse la victoire d'Angela Merkel ouvrir et changer les esprits !

**Jacques Garello**

## QUI REMBOURSE LA DETTE PUBLIQUE FRANÇAISE ?

C'était la vedette des médias il y a trois ans. Depuis, on l'avait un peu oubliée, mais elle se rappelle à notre bon souvenir : la dette française est toujours là. Elle continue à progresser, les mêmes causes produisant les mêmes effets et les déficits successifs entraînant de nouvelles dettes. Elle se rapproche tranquillement des 2 000 milliards d'euros et va donc bientôt représenter 100% du PIB. A-t-on pour autant sonné le tocsin ? Non, car on ne veut ni réveiller les Français, ni inquiéter les marchés. Et pourtant, la situation est très grave.

### Une dette égale à 95% du PIB

Pour vivre heureux vivons cachés. Les ministres qui ont présenté le projet de loi de finance pour 2014 (le budget) ont été très discrets sur un sujet naguère au cœur des débats : la crise des dettes souveraines. Les grands malades s'habituent à leur mal, même quand ils le savent mortel. Certes, la France n'est pas le seul pays concerné : « ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés ». Mais est-ce une consolation, sommes nous rassurés en compagnie des Grecs et Portugais ?

Les derniers chiffres, annoncés par Le Figaro et rendus officiels quelques jours plus tard, indiquent une dette de 90,2% du PIB en 2012, de 93,4% cette année et de 95,1% fin 2014 : le mal progresse inexorablement. Pulvérisé le chiffre annoncé au printemps 2013 aux autorités de Bruxelles. C'est pire qu'on ne le pensait il y a moins de six mois.

Pour beaucoup de gens, le chiffre de 95 ou 100% du PIB ne signifie pas grand-chose, même s'ils comprennent que sa croissance n'est pas bonne. En fait, il frappe l'imaginaire, parce qu'il signifie que si l'Etat français veut rembourser sa dette il devrait engloutir toute la production de toute une année et les Français seraient privés du moindre pouvoir d'achat : pas un sou pour manger ni vivre !

Une telle éventualité est bien sûr théorique, mais elle mesure l'ampleur de l'effort qu'il faudra étaler

sur vingt ou trente ans pour rembourser : cadeau aux jeunes générations !

### 30 000 euros par personne

Exprimés en milliards, les chiffres donnent le vertige : la dette sera de 1 950 milliards d'euros l'an prochain. Là encore, c'est abstrait, mais si on divise par le nombre d'habitants, cela fait 30 000 euros par personne. Pour une famille moyenne ayant deux enfants, cela fait une dette de l'ordre de 120 000 euros. Belle moralité que de léguer à nos petits-enfants nos impayés d'aujourd'hui.

Comment en est-on arrivé là ? Pour s'endetter, il faut dépenser plus qu'on n'a de recettes. C'est vrai pour un Etat comme pour une famille. Il y a donc emprunt, donc dette, dès qu'un budget public est en déficit. Dans le cas français, le dernier budget de l'Etat à l'équilibre remonte à 1974. Depuis, à des degrés divers, le budget de l'Etat a toujours été en déficit. 40 ans de déficits, donc 40 ans d'emprunts qui se rajoutent à ceux des années précédentes. On parle de « déficit structurel », mais l'expression est ambiguë si l'on veut dire par là qu'il n'y a rien à faire. C'est un déficit durable, et volontaire, voulu par tous les gouvernements et les majorités successives.

### Autres éléments de la dette « souveraine »

Veut-on être encore plus réaliste sur ce que les emprunts d'au-

jourd'hui signifient en remboursements demain ? Il faut pour cela ajouter à la dette de l'Etat celle de la Sécurité Sociale. Car notre chère Sécu est aussi déficitaire que notre cher Etat, puisqu'aucune réforme de fond n'a été réalisée depuis des décennies, chaque gouvernement ayant affirmé son désir de « sauver la Sécu » en empruntant encore un peu plus !

Pour être tout à fait réaliste et complet, il faut ajouter aux dettes de l'Etat et de la Sécu celles qu'ont accumulées les collectivités locales, elles se sont surpassées depuis qu'elles sont gérées par la gauche (mais des collectivités « de droite » ont également chargé la barque).

Des gens habiles, qui se prennent pour de grands financiers, objectent que le poids de la dette n'est pas en un instant donné si lourd qu'il y paraît, puisque cette dette sera couverte par des emprunts à 10, 15 ou 20 ans. Mais les intérêts de la dette continuent aussi à courir et quand 10 ans plus tard on doit rembourser une tranche, il faut emprunter encore à 10, 20 ou 40 ans pour honorer sa signature. Un honneur de plus en plus coûteux parce qu'à la longue la solvabilité des Etats s'épuise et les taux d'intérêt augmentent quand la « notation » se dégrade. En fait, ce qui est pratiqué actuellement c'est de la « cavalerie », de la fuite financière en avant : on rembourse en empruntant. >>

## Qui remboursera la dette publique française ? (suite)

### Les déficits ont bonne presse

Pourquoi accepter d'être en permanence en déficit ? Première raison avancée : pour investir. Les investissements publics sont durables et serviront aux générations futures ; autant les faire participer au financement. Raisonnablement discutable, mais en l'occurrence hors sujet, car pour l'essentiel, les déficits actuels ne sont pas dus au poids des dépenses d'investissement mais au poids des dépenses de fonctionnement. Ce que nous demandons à nos enfants de financer ; ce sont nos dépenses de maladie, de retraite ou de salaires des fonctionnaires.

Il y a une autre raison avancée : le déficit sert à relancer l'économie. Voici la grande illusion keynésienne de la relance par les dépenses publiques. Que ces politiques de relance n'aient jamais rien relancé, sauf les déséquilibres intérieurs et extérieurs, n'a jamais fait fléchir les keynésiens dogmatiques. Jamais les déficits n'ont été aussi élevés et jamais nous n'avons connu telle récession. Nous mesurons chaque

jour l'erreur de la relance keynésienne, qui est un simple prétexte pour étendre le domaine de l'Etat et des dépenses publiques.

### Faire faillite ou réduire la taille de l'Etat

Il nous faudra un jour rembourser, ou nous déclarer en faillite, ce qui ruinerait tout crédit et constituerait le vol de ceux qui nous ont prêté. Nous pouvons aussi faire de l'inflation si la Banque Centrale Européenne le veut bien : alors on remboursera avec un euro devenu monnaie de singe ; c'est une autre forme de vol. Certes, nous n'en sommes pas à la situation de la Grèce ou de l'Espagne, mais si la confiance est lente à se construire, la méfiance peut être très rapide et nous ne sommes pas à l'abri d'un dérapage brutal des taux ; un point d'intérêt, sur l'ensemble de la dette, c'est 20 milliards.

En attendant, il faut payer les intérêts, devenus le premier poste budgétaire, plombant encore plus notre budget.

On dira que les gouvernants savent tout cela, que nous avons accepté la règle d'or européenne d'un retour à l'équilibre budgétaire, que nous avons pris des engagements de réduction des déficits, etc. Il suffit de regarder le projet de budget pour 2014 (sans parler de celui de la Sécu), pour voir que les engagements ne sont pas tenus, que nous avons deux ans de retard, que le déficit sera encore de 4% du PIB cette année et supérieur à 3% l'an prochain, donc que la dette poursuivra sa course folle. Cela est suicidaire et finira un jour dans un grand effondrement.

Il n'y a pas d'autre solution que de rétablir un excédent budgétaire et, pour cela, il faut massivement diminuer les dépenses publiques, ce qui ne peut se faire que si l'on réduit le domaine public, si l'on privatise tout ce qui peut l'être. Rien ne va dans ce sens dans le projet de budget pour 2014. La dette sera donc encore et toujours au rendez-vous.

Jean Yves NAUDET

## Clic-claque pour Sephora

*Les syndicats se vantent d'avoir gagné, contre l'intérêt des salariés et des clients*

**C**lic : c'est le cartel des syndicats, toutes tendances confondues, de la CGT à la CFTC, créé pour faire plier les commerçants de Paris et obtenir qu'ils respectent la législation du travail.

Sephora, c'est cette enseigne de luxe des Champs Elysées dont les portes étaient ouvertes bien au-delà de minuit. Contre l'opinion et l'intérêt des salariés, Sephora a pris une claque devant la Cour d'Appel de Paris : elle devra renoncer au travail de nuit.

Bien qu'un pourvoi en cassation ait été interjeté, les attendus de la Cour sont conformes à la lettre et

à l'esprit du droit du travail. C'est dire que ce ne sont pas les magistrats qui sont en cause, mais les textes sur lesquels on leur a demandé de se prononcer.

**C**et épisode est riche de plusieurs enseignements. Tout d'abord, le droit du travail est en France une machine à tuer et l'emploi et l'économie. « Il faut brûler le Code du travail » ; disait jadis le Pr. Teyssier. Ensuite, les syndicats ne se soucient guère de ce que pensent les salariés. Ils sont autorisés à les représenter, même quand personne ne leur demande rien, même quand personne ne vote pour eux. Une péti-

tion avait reçu la signature de la quasi-totalité des employés de Sephora, il n'en a été tenu aucun compte, les leaders syndicaux ont d'ailleurs prétendu que la pétition avait été rédigée et imposée par la direction ; fallait-il que ces salariés soient dociles et imbéciles !

Enfin, l'interdiction du travail de nuit, comme celui du dimanche, prétend défendre la dignité de la personne humaine, l'importance de la vie de famille, etc. Autant de considérations fort nobles, mais d'une bonne foi douteuse dans une société qui n'a que faire de l'éthique, dégrade l'individu et fait éclater les familles. •

# Le tiers payant pour tous : enfin l'égalité devant la maladie !

*Exemple de mesure démagogique et idéologique, ce projet sera sans suite*

**M**adame Marisol Touraine est ministre de la santé. Ce qui semble aujourd'hui l'intéresser n'est pas de savoir si les Français sont bien soignés, mais si tout le monde peut être soigné gratuitement. Ce n'est pas la même chose, c'est même antinomique : dilapider l'argent des cotisations, c'est en manquer pour pratiquer et développer une bonne pratique médicale. En fait seuls les riches auront accès à des soins de qualité : l'argent leur donnera priorité.

La mesure devrait prendre effet en 2017. A ce moment aucun assuré français ne paiera la visite qu'il rendra à son médecin. Sans attendre 2017, les ménages à faibles revenus (chiffre à définir) pourront bénéficier de cette gratuité. Après tout on ne débourse rien chez le pharmacien grâce à la

carte Vital, pourquoi n'en serait-il pas de même chez le praticien ?

**L**a mesure est proposée au nom de la justice sociale : la pauvreté ne doit pas empêcher les gens de se faire soigner. Mais, d'une part elle profitera à tous les assurés sans critère de revenus en 2017 et, d'autre part, il existe déjà des prises en charge des gens modestes : Couverture Médicale Universelle (CMU), allocations.

Les médecins font à juste titre remarquer que la qualité des soins dépend avant tout de la densité de médecins en France. Or, la démographie médicale est inquiétante : de moins en moins de généralistes, de moins en moins de libéraux (19%). Le tiers payant n'a aucune chance de valoriser la profession médicale, parce que son prolongement logique est le

contrôle de plus en plus étroit des prescriptions et des honoraires médicaux, contrôle estimé intolérable et coûteux, honoraires friant l'indécence. La seule gestion de la carte Vital représente 3 euros par acte : qui va les payer ? Va-t-on augmenter les honoraires de 3 euros ?

Pour être bien soigné, il faut des médecins, de bons médecins, beaucoup de bons médecins. Est-ce en faisant un pas de plus vers la socialisation de la médecine que l'on progressera ?

Enfin, comme le tiers payant est un encouragement à la surconsommation médicale, comment l'assurance maladie, déjà en faillite, va-t-elle relever ce nouveau défi ? Question sans réponse, mais avez-vous pensé une seconde que le tiers payant sera généralisé en 2017 ? •

## Pourquoi l'économie américaine a du mal à sortir de la crise

*Parce que la confiance des investisseurs privés a disparu avec le « stimulus »*

**M**agistrale leçon d'Allan Meltzer devant la Commission budgétaire du Sénat américain la semaine dernière. Allan Meltzer est l'un des derniers représentants de cette génération de grands économistes qui ont fait le pont entre les années 1930 et la période actuelle, comme Hayek, Friedman, Coase, Stigler, etc. Il préside depuis l'an dernier la très aristocratique Société du Mont Pèlerin. Professeur à la Hoover, il a fait partie de plusieurs Bureaux des Conseillers Economiques du Président. Il est volontiers iconoclaste, mais toujours très écouté à cause de la pertinence de ses analyses.

1° Ayant travaillé et débattu avec Keynes, Meltzer est bien placé

pour dire que jamais le maître de Cambridge n'a conseillé la politique dite « du pouvoir d'achat » : distribuer de l'argent pour gonfler la consommation des particuliers. Keynes insistait au contraire sur la nécessité de stimuler l'investissement des entreprises, avec des taux d'intérêt les plus bas possible. Jeter de l'argent par la fenêtre comme cela a été fait avec le stimulus n'a aucune chance de faire redémarrer l'économie.

2° Ce qui se passe aujourd'hui aux Etats Unis n'est pas le résultat d'une inondation monétaire irraisonnée, mais bien plutôt du sentiment d'improvisation et d'incohérence que donne la politique économique d'Obama. Dans un tel climat les entrepreneurs perdent toute confiance dans l'avenir

et s'en tiennent à un niveau d'emploi et d'investissement le plus réduit possible.

3° Si l'on compare les données statistiques des années Roosevelt (1937-1941) et Obama (2008-2012), on trouve une parité saisissante : chute des investissements privés, masse salariale en hausse, pour déboucher sur un chômage croissant dans le secteur privé. Meltzer souligne également que les deux présidents ont mis un point d'honneur à critiquer les entrepreneurs, les profits.

En conclusion Meltzer explique que la lenteur de la reprise est une raison supplémentaire de dissuader les entreprises d'investir et d'embaucher. La confiance est perdue. •

# Demandez le Programme

*Je poursuis ma présentation du programme libéral. Je vois tous les partis d'opposition s'acharner sur les erreurs du gouvernement – ce que je ne manque pas de faire à l'occasion. Mais, trop occupés sans doute par les élections prochaines, je ne les vois pas vous proposer les mesures qui rompraient avec les politiques menées depuis plusieurs décennies, qui ont eu en commun de tourner le dos au libéralisme. Après l'éducation, la fiscalité et la protection sociale, j'aborde maintenant le logement.*

**Jacques Garelo**

## **Le constat :**

**Vous avez de plus en plus de mal à vous loger, et payez cher un logement qui ne correspond pas à vos besoins**

**Vous constatez tous les jours l'échec du logement social**

**Faute d'une fiscalité peu favorable à l'investissement locatif, il y a une pénurie de logements**

## **La proposition :**

**Libérer l'immobilier locatif**

**Réformer la réglementation foncière et simplifier la fiscalité**

**Mettre fin à la rigidité des baux, leur redonner un caractère de vrais contrats aux clauses de durée et de prix librement débattues**

**Pour un marché du logement libéré des contraintes qui entravent son accès**

## **La crise du logement**

Tous les Français n'ont pas le logement de leur rêve. Il n'y a qu'une petite majorité d'entre eux qui sont propriétaires (57%), ce qui est un peu en dessous de la moyenne européenne. L'accession à la propriété, pourtant considérée comme une priorité de la politique sociale, s'est ralentie : en 1984 un ménage sur quatre (26%) désireux de devenir propriétaire était accédant, en 2008 ce n'était plus

qu'un ménage sur cinq (20%). Ensuite, ils sont souvent propriétaires de logements vétustes dont l'entretien est coûteux.

Au total, il y a 300.000 sans logis et 3 millions de propriétaires ou locataires qui peuvent être considérés comme « mal logés », soit plus d'un ménage sur dix.

Comment se fait-il que la pénurie de logement se répète et, dans

certaines régions, s'aggrave d'une année sur l'autre ?

La grande panacée, et c'est le cœur de la doctrine de la Fondation Abbé Pierre ainsi que le leitmotiv des hommes politiques de gauche comme de droite, c'est l'appel au logement social. Mais je pense au contraire que le logement social n'est pas la solution, c'est le problème.

## Le logement social, un échec économique

Le logement social ne répond pas à la demande. Ce n'est pas que l'on ne construit pas de HLM. C'est qu'on ne les construit pas là où il en est besoin.

Il y a actuellement 600.000 Habitations à Loyers Modérés vacantes. La Cour des Comptes a relevé à plusieurs reprises cette anomalie. Certaines communes, incitées par la loi SRU (solidarité et renouvellement urbain) dépassent le quota de 25% de logements sociaux sur la commune, considéré comme un minimum par le législateur. Ailleurs c'est la pénurie. C'est aussi que la durée d'occupation des HLM s'est singulièrement allongée : en moyenne 12 ans, alors qu'en principe ce type de logement ne devrait être qu'une courte étape vers l'accession à la propriété ou la location d'un logement de meilleure qualité.

L'échec économique, c'est encore le coût très élevé de la construction. Ce n'est pas pour surprendre : ce n'est pas le constructeur qui paie, mais le contribuable. Ce sont les subventions ou le crédit gratuit qui permettent de financer les HLM. Pour les subventions, il y a des cas où une construction de 180.000 euros est couverte par 165.000 euros de subventions. Quant au crédit, il est largement ouvert avec les PLA, les PLAI, les différents plans qui sont accordés avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations et ses filiales. Au total, l'aide au logement social représente chaque année 60 milliards d'euros, soit 1,6% du PIB, à la charge de l'État, des collectivités

locales, c'est-à-dire des contribuables.

## Le logement social, un échec social

A l'origine, les HLM étaient conçues pour des familles aux revenus modestes, incapables de payer les loyers pratiqués sur le marché de la location. Aujourd'hui, on estime à plus de 40% les ménages occupant des HLM alors qu'ils ont des revenus supérieurs au plafond de ressources ouvrant droit à l'attribution d'un logement. Ils pourraient facilement régler un loyer courant sur le marché, mais ils profitent de l'aubaine. Aujourd'hui il y a davantage de ménages à faibles ressources dans le parc privé que dans le parc public : heureusement qu'il y a des propriétaires immobiliers pour loger tout le monde !



Mais pourquoi cette curieuse inversion ? Pourquoi des HLM pour les riches et des loyers élevés pour les pauvres ?

## Le logement social, un succès politique

L'explication est dans le comportement des autorités publiques et en particulier des édiles locaux. Les élus veulent s'attacher durablement une clientèle électorale qui confortera leur pouvoir. Les files d'attente sont raccourcies pour ceux qui ont « des relations » bien placées.

Le logement social est un succès politique pour une autre raison : il est un instrument de collectivisation de la société. Ce n'est pas par hasard que la loi SRU a été conçue et réalisée en 2000 par le ministre communiste Gayssot. Je me demande simplement pourquoi la « droite » l'a endossée. Sous l'impulsion des socialistes, la loi du 18 janvier 2013 a augmenté le quota minimum de logements sociaux dans les communes de plus de 3.500 habitants, le portant de 20 à 25%, et a renforcé les pénalités pour sanctionner les municipalités qui ne le respecteraient pas. Le préfet peut appliquer une pénalité allant jusqu'à 5 fois la valeur des prélèvements dus par la commune en cas de « carence » et à 10% des dépenses de fonctionnement de la commune.

Le logement social, c'est le logement planifié, c'est le ghetto organisé pour les uns, et la bonne aubaine pour les autres. Non, ce n'est pas la réponse à la crise du logement. •



## 50 réponses sur l'Occident des origines à nos jours

**Claude Fouquet**

A l'heure où notre civilisation occidentale et chrétienne est attaquée par les terroristes l'ouvrage de Claude Fouquet remet les choses en place et rappelle l'histoire réelle de l'Occident.

Claude Fouquet bouscule ainsi beaucoup de clichés. Non, l'Empire romain, même s'il a inventé le droit, n'a pas enrichi l'Europe. Rongé par la corruption et l'esclavage, il a empêché l'apparition d'une classe moyenne. Au contraire, la chute de l'Empire a été suivie par des périodes de grand essor. Comme la Grèce qui a inventé la démocratie mais pas la liberté ou le développement économique. De plus, l'affrontement entre les religions chrétiennes, malgré les guerres, a été plus bénéfique qu'on ne le pense. C'est l'Eglise qui a créé les premières universités européennes. C'est dans la Bible qu'on proclame le travail plus respectable que la guerre et c'est là qu'est née l'idée de l'amour et de la dignité de l'homme comme de la femme.

L'Occident s'est forgé sur un socle grec, romain et franc. Son développement s'explique surtout par la préférence accordée à l'individualisme et aux gouvernements consensuels et par l'attention graduelle pour des valeurs comme la liberté, le rationalisme et l'esprit scientifique. Ces valeurs sont typiquement occidentales. L'auteur s'attaque aussi à d'autres mythes trop répandus aujourd'hui : non, la période féodale n'a pas été simplement une période noire. C'est au Moyen Âge qu'on a inventé l'horloge, l'imprimerie et une forme de subsidiarité territoriale qui a servi de contre-pouvoir (phénomène qu'on ne rencontre nulle part ailleurs). Et c'est bien le catholicisme qui a inventé l'économie moderne née en Europe du Nord et en Italie. La Renaissance est-elle surestimée ? Oui, car malgré ses apports culturels, c'est un retour vers le passé. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'essor économique et industriel de l'Europe ne fait plus de doute et l'écart ne cesse de se creuser avec les autres parties du monde. Adam Smith l'avait bien vu en insistant sur le fait que c'est l'envie de s'enrichir qui devient le moteur du développement.

Claude Fouquet répond aussi à de nombreuses autres questions concernant l'Occident. Elles sont toutes passionnantes comme celles concernant les intellectuels leur préférence pour les idéologies totalitaires. Voilà pourquoi ils n'aiment pas la civilisation.

**Bogdan Calinescu**

*Claude Fouquet, 50 réponses sur l'Occident des origines à nos jours, France-Empire, 2013*



Jacques Garelo nous rappelle dans un article paru cette semaine dans Valeurs Actuelles que pour sauver le système de retraites, il est urgent d'y injecter une bonne dose de capitalisation. Pourtant plébiscitée par 80% des français, « l'idéologie dominante » refuse de recourir aux comptes personnels d'épargne retraite (système de capitalisation) en entretenant les craintes de faillites (les affaires retentissantes de fonds d'entreprises américaine –Enron- et Britannique – Maxwell- victimes de corruption) et en agitant le vieux spectre du « système d'exploitation capitaliste » soumis aux aléas des marchés financiers.

Cette propagande est purement corporative. Jacques Garelo rappelle que « *Actuellement, pour un salaire moyen, le taux de remplacement est de 50% en France et de 60% en moyenne dans les pays de l'OCDE, alors que les pays à système de capitalisation versent parfois des pensions supérieures au dernier salaire (105,5% aux Pays-Bas).* » 51 pays l'ont compris et gèrent la transition vers un système de capitalisation. Mais en France, ses détracteurs bénéficient de régimes de faveur. La ruine des retraités du régime général ne semble pas peser lourd face à la défense d'une certaine idéologie et de privilèges certains.

*Valeurs Actuelles, 26 septembre 2013, p. 96.*



## Un bond en avant significatif pour les forums des Libertés

Après la constitution depuis le printemps de groupes « Forums » dont le total se monte à une dizaine maintenant en France, voici une grande première lancée avec l'Union Patronale du Var.

**Le jeudi 17 octobre prochain, à l'Espace Liberté à Toulon, à 18 h 30 un**

forum sera organisé avec pour thème « A quoi servent les riches », avec Maître Jean Philippe Delsol, auteur d'un livre qui porte ce titre. Le forum sera présenté par Jacques Garelo.

Ce qui est innovant, c'est l'engagement du patronat institutionnel dans un grand débat sur les problèmes de notre pays. Cet engagement est durable : trois autres forums sont prévus dans l'année. Cet engagement est l'une des premières preuves du désir des entrepreneurs et de leur personnel de s'informer et de se faire entendre, la société civile devant désormais guider la société politique, et non l'inverse comme c'est la tradition française.

Que cela donne des idées à tous ceux qui veulent un vrai changement.

**Renseignements et informations :** Union Patronale du Var, 237 place de la liberté, 83055 Toulon cedex 9 [www.upv.org](http://www.upv.org)